

Belgique-België
P 407015
1040 Bruxelles 4
1/4167

PUBLICATION QUADRIMESTRIELLE - ÉTÉ 2026

ITINÉRANCE

LE MAGAZINE DE LA FÉDÉRATION ARCHIPEL



ARCHIPEL

Fédérer, Soutenir,
Représenter la Jeunesse

DU CJC À ARCHIPEL,
CHANGER DE NOM SANS CHANGER DE CAP

03

ÉDITO

04

CHANGER DE NOM SANS CHANGER DE CAP

Du CJC à Archipel, l'histoire d'une évolution fidèle à elle-même.

08

ARCHIPEL : L'IMAGE QUI RÉVÈLE NOTRE IDENTITÉ

10

64 ANS DE MÉTAMORPHOSES VISUELLES

13

ILS ONT CONSTRUIT ARCHIPEL...

Rencontre avec les designers de la nouvelle identité de la Fédération.

16

ARCHIPEL, UN ACTEUR POLITIQUE DU SECTEUR JEUNESSE

20

DU CJC À ARCHIPEL : QU'EN DISENT LES MEMBRES ?

22

1962 - 2026 : PLUS DE 60 ANS D'HISTOIRE

26

LES SERVICES D'ARCHIPEL

30

RETOUR SUR L'ÉVÈNEMENT « ITINÉRANCE D'UNE FÉDÉRATION : LE RENOUVEAU DU CJC »

L'ÉVOLUTION EST NON SEULEMENT NATURELLE : ELLE EST NÉCESSAIRE



Manifestations nationales, marches pour le climat, grèves en cascades... La construction d'une société porteuse de dignité et de raison semble s'éloigner. Les logiques budgétaires, productivistes et guerrières emportent avec elles les socles fondamentaux que nous avons dessinés pour rester des êtres moraux.

La place des jeunes au sein de la société reste un indicateur fort de notre incapacité à les reconnaître et à les inclure. La crédibilité que nous accordons à cette « catégorie de population » - souvent stigmatisée, parfois crainte, toujours incomprise - est loin d'être suffisante, voire parfois offensant.

Pourtant, leur bouillonnement, leur dynamisme et leur engagement doivent nous rappeler que les jeunes constituent un contre-pouvoir essentiel dans notre société démocratique.

Le CJC a toujours été à leurs côtés, et aux côtés des associations qui s'engagent corps et âme dans des projets émancipateurs, fondés sur le développement d'une conscience individuelle et collective.

Pour mener à bien cette mission émancipatrice, nous avons posé un constat clair et sans ambiguïté : l'identité de notre Fédération devait évoluer pour poursuivre son développement et assurer sa cohérence.

Nous nous adaptons sans cesse aux identités multiples et à notre environnement. Depuis la nuit des temps, c'est une question de survie qui nous pousse à nous réinventer et à dépasser nos acquis. L'évolution est non seulement naturelle : elle est nécessaire.

Oui, le CJC enlève son C de catholique.

Oui, nous restons héritier-ères de notre histoire.

Oui, nous sommes désormais pluralistes, par définition.

Oui, nos valeurs et nos engagements envers la Jeunesse restent inchangés et ils se renforcent.

Oui, nous croyons toujours au développement personnel et collectif des jeunes.

Oui, nous représentons plus que jamais une force volontaire majeure.

Oui, la mutualisation est nécessaire au développement et à l'émancipation collective.

Oui, nous maintiendrons et renforcerons notre précieux réseau porteur de sens.

Oui, nous restons non partisans et fidèles à une démocratie vivante.

Nous serons désormais la « Fédération Archipel ».

Hadrien Wilputte,
Secrétaire Général

CHANGER DE NOM SANS CHANGER DE CAP

DU CJC À ARCHIPEL,

L'HISTOIRE D'UNE ÉVOLUTION FIDÈLE À ELLE-MÊME

Changer d'identité n'est jamais un choix anodin. Pour une organisation comme la nôtre, cela touche à la fois à l'image, à la mémoire, aux appartenances, aux héritages et à la manière de s'ancrer dans le présent. Vu de l'extérieur, le passage du Conseil de la Jeunesse Catholique à Archipel pourrait être perçu comme une rupture nette, voire comme une volonté de tourner une page.

Pourtant, lorsqu'on prend le temps de replonger dans la longue histoire de notre Fédération, une autre lecture s'impose : celle d'un mouvement de continuité. Celle d'une organisation qui n'a cessé d'évoluer, d'adapter ses formes, de déplacer ses mots, de retravailler ses cadres. Tout en restant fidèle à ses lignes de force profondes : le souci des jeunes, la défense de la vie associative, le pari du collectif, l'éducation à la responsabilité, l'attention au sens, et la conviction que la Jeunesse constitue une force de transformation sociale.

Pour comprendre le changement d'identité, il faut donc résister à la tentation du récit simpliste. Non, Archipel n'est pas né d'un rejet de ce qu'était le CJC. Et non, le changement de nom n'efface pas l'histoire. Au contraire : il n'a de sens qu'à la lumière de cette histoire. Il en est un prolongement, une reformulation, une tentative de rendre plus lisible aujourd'hui ce que le CJC portait déjà, parfois depuis longtemps, mais dans un contexte social, politique et culturel profondément transformé.

Cette évolution s'inscrit dans la volonté de faire évoluer l'organisation afin qu'elle reste en adéquation avec les transformations de la société, les réalités vécues par les jeunes et les enfants, ainsi que les dynamiques du secteur associatif et de ses membres.

UNE HISTOIRE FAITE DE TRANSFORMATIONS, PAS DE RUPTURES

L'histoire du CJC commence officiellement en 1962, mais ses racines plongent bien plus loin. Elle s'inscrit dans l'histoire longue des Organisations de Jeunesse en Belgique, depuis les patronages de la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'aux mouvements structurés du début du XX^{ème} siècle, en passant par les grandes dynamiques d'Organisation de la Jeunesse au sortir de la Première Guerre mondiale.

Cette généalogie n'a rien d'anecdotique. Elle rappelle que, dès l'origine, une même intuition traverse ces initiatives : il est nécessaire de créer des espaces où les jeunes peuvent se former, s'engager, débattre, agir collectivement et prendre place dans la société. Le CJC s'est toujours inscrit dans cette continuité. Il n'est pas apparu comme une rupture dans le paysage, mais comme une forme particulière prise par cette ambition dans un contexte donné.

Cette trajectoire s'inscrit dans une Belgique historiquement marquée par la pilatisation, où les organisations sociales, culturelles et éducatives se structurent autour de grands courants philosophiques. Héritier du pilier chrétien, le CJC s'inscrit dans ce paysage

associatif organisé autour de sensibilités distinctes, appelées à coexister, dialoguer et parfois se confronter. Ce cadre ne constitue pas un héritage figé, mais le point de départ d'un modèle démocratique fondé sur la reconnaissance de la diversité des engagements et des projets éducatifs.

Le contexte de sa création, en 1962, est révélateur. L'après-guerre a profondément transformé le paysage Jeunesse. Les cadres traditionnels se fragilisent, l'État prend davantage de place, les pratiques évoluent, l'engagement et l'expression des jeunes gagnent en autonomie. Dans une Europe marquée par les dérives autoritaires de la Seconde Guerre mondiale et les formes d'instrumentalisation de la Jeunesse, l'importance d'un secteur Jeunesse pluraliste, autonome et critique s'impose progressivement. En Belgique, les pouvoirs publics soutiennent le développement d'un tissu associatif diversifié, reconnaissant les Organisations de Jeunesse comme des acteurs essentiels de l'émancipation, de l'éducation citoyenne et de la participation démocratique.

Dans ce moment de recomposition, le CJC n'apparaît pas pour figer un héritage, mais pour répondre à une question nouvelle : comment organiser collectivement des acteurs et actrices du secteur Jeunesse dans un monde qui change ?

Dès le départ, la Fédération se pense comme un lieu d'étude, d'action et de dialogue. Elle ne se limite pas à coordonner ses organisations membres, mais développe également une réflexion et une action sur des enjeux plus larges liés à la Jeunesse : participation, engagement, objection de conscience, paix, relations internationales ou encore emploi des jeunes.



Autrement dit, dès ses débuts, le CJC se positionne aussi comme un espace d'analyse, d'expérimentation et de prise de position sur les grandes questions qui traversent la Jeunesse et la société. Il y a déjà, à ce moment-là, une volonté d'ouverture et une manière de penser la Jeunesse dans toute sa diversité.

Très vite, une tension structurante apparaît : comment faire collectif sans écraser les singularités ? Comment coordonner sans centraliser ? Comment porter une parole commune tout en respectant les identités propres des membres ?

Cette tension ne disparaîtra jamais. Elle deviendra même le fil rouge de toute l'histoire du CJC.

UN FIL CONDUCTEUR : FAIRE COLLECTIF DANS LA DIVERSITÉ

Au fil des décennies, le CJC développe une activité riche et diversifiée. Il travaille sur des enjeux éducatifs, sociaux et politiques : participation des jeunes, engagement citoyen, paix, relations internationales, emploi, place des jeunes dans les institutions. Il produit des analyses, des outils, des campagnes. Il organise des rencontres, fédère des dynamiques, interpelle les pouvoirs publics.

Mais au-delà de cette diversité d'actions, une constante se dégage : le CJC est un espace où des organisations différentes cherchent à construire du commun sans se confondre.

La fin des années 1970 marque une étape importante. À travers un large mouvement de mobilisation et de revendication, le CJC affirme la place des Organisations de Jeunesse dans la société et explicite ses grandes orientations. On y retrouve des principes qui structurent durablement son action : engagement volontaire, formation globale, expression, sens critique, démocratie, responsabilité, créativité, travail avec d'autres, ancrage dans le réel.

Ces repères ne sont pas restés figés. Ils ont été retravaillés, reformulés, adaptés, mais leur logique demeure. Ils témoignent d'une capacité à faire évoluer les pratiques sans renoncer aux fondements.

QUAND LE NOM NE SUFFIT PLUS À DIRE CE QUE NOUS SOMMES

C'est dans cette trajectoire qu'il faut inscrire le passage à Archipel. Ce changement ne relève ni d'une décision ponctuelle, ni d'un simple exercice de communication. Il s'inscrit dans un processus structuré, engagé à partir de 2019, au moment où la Fédération redéfinit ses missions et ses valeurs. Très vite, une question s'impose : le nom « Conseil de la Jeunesse Catholique » correspond-il encore à ce que la Fédération est devenue ?

Pour y répondre, le CJC choisit de confier le processus à un regard externe. Un cahier des charges est posé, avec une exigence claire : évaluer l'adéquation entre le nom et l'identité à travers une démarche concertée impliquant l'ensemble des parties prenantes : membres, instances, équipe, partenaires. Ce processus se déploie en plusieurs étapes : d'abord analyser, ensuite – si nécessaire – construire un nouveau nom, puis adapter l'identité visuelle.

Au cœur de cette démarche, une phase de consultation approfondie est menée avec l'appui d'un regard externe. Des *focus groups* réunissant des représentant-es des organisations membres permettent de faire émerger une parole collective sur ce que le CJC est aujourd'hui, et sur ce que son nom dit – ou ne dit plus.

Ce qui ressort de ces échanges est éclairant. Les membres décrivent une Fédération avant tout collective, collaborative, facilitatrice et politique : un espace de soutien, de mise en réseau, de représentation et de co-construction. Ils expriment un fort sentiment d'appartenance et une confiance dans les relations.

Mais dans le même temps, un décalage apparaît clairement. Le nom actuel ne reflète plus pleinement cette réalité. Le terme « catholique », en particulier, est largement perçu comme inadéquat : associé à une institution, à une histoire ou à des représentations jugées parfois excluantes, il peut constituer un frein à l'identification ou à l'inclusivité. Plus largement, le nom est jugé peu représentatif de la diversité des membres et des publics.

Ce constat ne remet en cause ni l'histoire ni les valeurs portées par la Fédération. Il met en évidence un écart entre un héritage et une réalité en mouvement.

C'est à partir de là que le changement de nom prend son sens. Non comme une rupture, mais comme une mise en cohérence. Non comme un effacement, mais comme la mise en lumière d'une continuité en évolution constante.

Le choix d'Archipel s'inscrit dans cette logique. Il ne remplace pas une identité par une autre : il permet de mieux nommer ce que la Fédération est devenue. Un ensemble d'organisations autonomes, reliées entre elles, capables de faire collectif, sans se confondre. Il ne s'agit pas de devenir autre chose, mais de mieux se dire.

PROLONGER PLUTÔT QUE ROMPRE

On pourrait même inverser la perspective : la véritable rupture aurait été de ne pas évoluer. Car une organisation qui ne réinterroge pas ses mots prend le risque de créer un décalage entre ce qu'elle est et ce qu'elle montre.

Retravailler son identité, c'est une manière de rester fidèle à son projet. Non pas en répétant le passé, mais en le faisant vivre dans le présent.

Le passage du CJC à Archipel raconte ainsi une histoire exigeante : celle d'une Fédération qui continue à se transformer pour rester pertinente, sans renoncer à ce qui la fonde. Une organisation qui assume son héritage, mais refuse de s'y enfermer. Une fédération qui cherche à faire vivre un collectif dans un monde plus complexe, plus divers, plus mouvant.

Archipel n'efface pas le Conseil de la Jeunesse Catholique. Il en prolonge les intuitions, les engagements, les tensions fécondes. Il en actualise le langage. Il permet de nommer plus justement un fonctionnement, une culture et un projet qui se sont construits dans la durée.

Le nom change. Le cap, lui, demeure.

Jonathan Piroux
Archipel



ARCHIPEL

**Fédérer, Soutenir,
Représenter la Jeunesse**

L'IMAGE QUI RÉVÈLE NOTRE IDENTITÉ

POURQUOI ARCHIPEL ?

Le mot ne dit pas immédiatement « Jeunesse » ou « Fédération ». Et c'est précisément ce qui fait sa force. Il ne décrit pas : il donne à voir. Il propose une image, qui permet de comprendre en profondeur ce qu'est la Fédération aujourd'hui. Un archipel, ce n'est ni une île isolée, ni un territoire uniforme. C'est un ensemble d'îles distinctes, reliées entre elles.

Cette image permet de dire simplement ce qui structure la Fédération : des organisations autonomes, différentes dans leurs pratiques, leurs publics et leurs réalités, mais qui choisissent de faire partie d'un même ensemble.

UN COLLECTIF SANS UNIFORMITÉ

Chaque île d'un archipel est singulière. Elle a son identité, son histoire, ses caractéristiques propres. Pourtant, elle n'est pas seule : elle fait partie d'un ensemble. C'est exactement ce que permet une Fédération comme Archipel. Elle ne cherche pas à uniformiser. Elle organise la diversité. Les organisations membres ne sont pas des déclinaisons d'un modèle unique. Elles conservent leur autonomie, leurs spécificités, leurs manières d'agir. Cette pluralité n'est pas un obstacle, elle est une richesse. Elle permet au collectif d'être plus ancré dans des réalités multiples, et plus solide face aux changements. Le collectif ne les absorbe pas : il les relie.

CE QUI FAIT L'ARCHIPEL : LES LIENS

Un archipel existe par ses îles, mais surtout par ce qui les relie. Sans liens, il n'y a qu'une juxtaposition. Avec des liens, il y a un espace commun.

Le rôle d'Archipel se situe précisément là : créer, entretenir et renforcer ces liens. Mettre en relation, favoriser les échanges, permettre des collaborations, construire des positions communes. Le collectif ne remplace pas les organisations. Il leur donne un espace pour se rencontrer, se renforcer et agir ensemble.

UNE MANIÈRE DE FAIRE FONCTIONNER LE COLLECTIF

L'image de l'archipel permet aussi de comprendre comment le collectif fonctionne. Il n'y a pas un centre qui décide pour toutes et tous. Les organisations participent, échangent, co-construisent. Le fonctionnement repose sur la coopération plutôt que sur la hiérarchie. Cela demande du temps, du dialogue, de la confiance. Mais c'est ce qui permet de faire exister une Fédération qui respecte réellement ses membres.

UNE IMAGE QUI PARLE DES JEUNESSES

L'archipel permet aussi de penser la Jeunesse autrement. Il n'existe pas une Jeunesse homogène. Il existe des jeunesses, multiples, traversées par des réalités sociales, culturelles et économiques différentes. Et pourtant ces jeunesses partagent du commun : un besoin de s'émanciper, de s'exprimer, de s'engager... Comme les îles d'un archipel, ces réalités sont distinctes, mais elles peuvent être reliées, mises en dialogue, reconnues dans un même espace pour parler une parole d'autant plus forte et partagée.

DES ÉCOSYSTÈMES À PRÉSERVER

Un archipel, c'est aussi un espace fragile. Les îles qui le composent sont des écosystèmes uniques, sensibles, exposés. Comme tout territoire interdépendant, un archipel peut être fragilisé par des crises multiples : environnementales, mais aussi économiques, sociales ou énergétiques. Certaines îles dépendent des ressources, des savoir-faire ou des capacités d'autres îles pour maintenir l'équilibre de l'ensemble. Elles nécessitent d'être protégées, préservées, respectées. Les crises environnementales, et en particulier le réchauffement climatique, rappellent cependant à quel point ces équilibres peuvent être menacés. Cette dimension résonne avec ce que représente le secteur Jeunesse aujourd'hui.

Les Organisations de Jeunesse, comme les jeunes eux-mêmes, évoluent dans des contextes parfois précaires, soumis à des pressions multiples – sociales, politiques, économiques. Leur capacité à exister, à agir, à se projeter dans l'avenir n'est jamais totalement acquise.

Parler d'archipel, c'est aussi reconnaître cette fragilité. Et affirmer la nécessité de protéger, de soutenir et de renforcer ces espaces d'engagement. Ce n'est pas parler à la place des jeunes, ni les réduire à une position de vulnérabilité. C'est reconnaître les conditions dans lesquelles ils évoluent, et l'importance de garantir les cadres qui leur permettent d'agir, de s'exprimer et de construire leur avenir.

Cette image fait également écho à l'attention particulière que les jeunes portent aujourd'hui aux enjeux environnementaux. L'avenir des écosystèmes – de leurs écosystèmes – et des conditions de vie est au cœur de leurs préoccupations et de leurs engagements.

UNE IMAGE À HABITER

Choisir Archipel, c'est faire le choix d'un nom qui doit s'approprié. Ce n'est pas un mot descriptif. Il ne dit pas tout immédiatement. Mais il permet de raconter, de donner du sens, d'ouvrir un imaginaire. Une fois appropriée, cette image devient un outil puissant pour dire ce qu'est la Fédération : un collectif vivant, en mouvement, fait de relations, de coopérations et d'équilibres.

DIRE AUTREMENT CE QUI EXISTE DÉJÀ

Archipel ne transforme pas la réalité du CJC. Il la rend lisible. Il permet de comprendre, en une image, ce qui se joue au quotidien : relier des organisations autonomes, organiser la diversité, construire du collectif sans uniformiser.

Un ensemble d'îles différentes, reliées entre elles.
Un archipel.

Jonathan Proux
Archipel

64 ANS DE MÉTAMORPHOSES VISUELLES

COMMENT LES LOGOS D'ARCHIPEL

RACONTENT-ILS L'ÉVOLUTION DE LA FÉDÉRATION ?

Faire le choix d'une identité graphique n'est jamais simple. Car, au-delà du dessin, elle décrit souvent une vision du monde spécifique, une idée des valeurs à communiquer ou encore une manière de s'identifier dans le paysage associatif de son époque. C'est donc un véritable virage stratégique et symbolique que la Fédération opère en 2026 en modifiant à la fois son nom et sa charte graphique. Sous l'ère du Conseil de la Jeunesse Catholique, trois logos se sont succédés : retour en images et analyse de leurs significations.

1962-2004 : les débuts d'une
Fédération structurée et solide



Ce logo était-il présent dès la création du CJC ? Aucune certitude à ce sujet. Une chose est sûre, il s'agit de la première identité visuelle pour la Fédération. Celle qui a vu naître les premiers membres, les premières revendications mais aussi le début de combats pour une meilleure représentation de la Jeunesse. Il restera le logo du CJC pendant plus de 35 ans et, même à l'époque, il tendait à affirmer un certain cadre, une certaine rigueur.

À cette période, de nombreuses organisations sociales, publiques ou associatives adoptent des logos minimalistes, souvent abstraits. On cherche à produire des signes reconnaissables, reproductibles facilement, identifiables à distance. Le graphisme est d'abord pensé comme un emblème avant le message. Les organisations sont souvent ancrées dans des traditions, parfois liées à des piliers (dans le cas présent, le pilier catholique) et l'identité graphique reflète ce rapport aux valeurs et à l'organisation structurée.

L'ANALYSE EN QUELQUES MOTS

En créant des formes simples sans éléments figuratifs et en restant sobre, le logo de la Fédération vient consolider le rôle de repère, d'organisme structurant pour la Jeunesse tout en étant reconnu, organisé et sérieux par les instances publiques et politiques. Lier les lettres ensemble et ajouter le point au-dessus du logo insinue une forme d'unité dans la Fédération tout en gardant un certain contrôle.

Le dessin laisse suggérer une silhouette humaine, mais son traitement reste volontairement abstrait, signe d'une époque où la Jeunesse n'est pas encore représentée de manière plurielle, expressive ou participative. Avec le temps, le CJC se permet des adaptations dans divers événements comme lors de la première Manifête en 1979 avec la personnification du logo en mouvement.

2004-2015 : le CJC en quête de diversité et de participation active

Le passage au XXI^{ème} siècle marque un changement majeur dans le secteur associatif. Les Organisations de Jeunesse adoptent des codes plus ludiques, plus créatifs, plus chaleureux dans leurs identités graphiques. Exit le minimalisme, on veut des couleurs, de la dynamique et du déconstruit ! Il faut désormais incarner et montrer l'aspect « jeune » dans son logo quand, jusqu'alors, le CJC ne faisait que l'institutionnaliser.

Dans les années 2000, les jeunes ne sont plus vu·es comme un bloc homogène, mais comme un ensemble pluraliste, riche, mouvant. Les politiques de Jeunesse évoluent, les structures se professionnalisent tout en cherchant à être plus proches de cette Jeunesse représentée. Les valeurs de diversité, d'expression et d'inclusion deviennent centrales.



L'ANALYSE EN QUELQUES MOTS

Les éléments visuels du logo peuvent évoquer des personnages stylisés, des idées en mouvement, des expressions individuelles. C'est un logo qui veut mettre en valeur la rencontre, l'écoute et la participation active des jeunes. L'utilisation de couleurs vives affirme la diversité, les formes irrégulières à la façon « dessin main levée » apporte une touche de proximité, une créativité encore inexploitée pour la Fédération.

Le langage graphique est plus intuitif. Le CJC quitte l'abstraction et le cadre institutionnel pour entrer dans une représentation beaucoup plus accessible et conviviale. Il reflète une organisation moins verticale, plus collaborative. Cette nouvelle identité exprime une vision politique fondée sur la co-construction, la participation démocratique, la diversité des parcours et des opinions. Le premier logo a posé le cadre sérieux et professionnel, avec ce deuxième, on souhaite tendre vers une approche davantage tournée vers les jeunes.

2015-2026 : un positionnement stratégique et moderne

Dans un paysage politique de plus en plus complexe à partir de années 2010, les Organisations de Jeunesse deviennent des acteurs reconnus, consultés et médiatisés. Elles prennent position, produisent des analyses, formulent des recommandations et débattent.

Les identités visuelles du secteur associatif se rapprochent alors de celles du monde numérique qui devient un moyen de communication essentiel. Au-delà de l'aspect créatif, il faut désormais s'afficher avec des formes plus épurées, lisibles et déclinables sur un écran.

L'ANALYSE EN QUELQUES MOTS

En prenant la forme d'un phylactère, le CJC fait un geste fort : symbole universel de prise de parole, de débat, de consultation, de positionnement public, cette bulle de dialogue rappelle que la Fédération est un espace structurant où la parole des jeunes se construit, se renforce et se diffuse. La pastille verte autour du mot « Jeunesse » recentre l'attention sur le cœur de mission. Le bleu affirme la fiabilité, le sérieux, la stabilité ; le vert, l'ouverture et la modernité. La typographie est fine, « sans serif » (ex : empâtement ajouté aux lettres) ce qui assure un message clair, sans fioriture.

Visuellement, cela se traduit par une identité plus maîtrisée, plus professionnelle, capable de fonctionner dans des contextes institutionnels, médiatiques et digitaux. Le logo et le graphisme, de manière générale, deviennent un outil de lisibilité : il faut être clair, net, cohérent et attractif. Avec ce dernier logo, les jeunes ne sont plus seulement en mouvement : ils prennent la parole et sont reconnus-es comme acteurs et actrices à part entière.



Conseil
de la Jeunesse
Catholique

Et en 2026 alors ?

L'adoption d'un nouveau nom, Archipel, le 23 avril 2026, s'inscrit dans la continuité du CJC. Ce n'est pas une fracture mais une volonté de la Fédération de rester en phase avec son époque sans jamais renier ce qui la constitue profondément. Pour mieux comprendre la ligne graphique qui a été prise pour cette nouvelle identité, nous avons interviewé le co-fondateur de l'agence ayant réalisé le design.

Élisa Pirondeau
Archipel

ILS ONT CONSTRUIT ARCHIPEL ...

RENCONTRE AVEC LES DESIGNERS
DE LA NOUVELLE IDENTITÉ DE LA FÉDÉRATION



Pour donner forme à son nouveau nom et traduire visuellement son évolution, le CJC s'est entouré d'Hungry Nuggets, une agence de communication spécialisée dans les identités de marque engagées et les expériences digitales porteuses de sens. Chargée de concevoir à la fois la charte graphique et le site web d'Archipel, l'équipe a accompagné la Fédération dans un travail de fond mêlant réflexion stratégique, narration et design. Comment la collaboration s'est-elle déroulée ? Réponses avec l'un des co-fondateurs de l'agence, Gwenaël Nemry.

QUEL ÉTAIT LE BRIEF DE DÉPART ? AVEZ-VOUS PRIS EN COMPTE DANS VOS RECHERCHES LES ANCIENS LOGOS DE LA FÉDÉRATION ET COMMENT CELA A NOURRI VOTRE CRÉATIVITÉ ?

Gwenaël Nemry : la problématique annoncée au départ était centrale : le nom « Conseil de la Jeunesse Catholique » portait un héritage religieux qui ne correspondait plus à la réalité actuelle de la Fédération. Historiquement, le CJC rassemblait plusieurs mouvements aux racines catholiques, mais l'ouverture progressive à des organisations sans lien religieux a rendu cette dénomination limitante, même si les valeurs restent constantes. Le nom Archipel avait déjà été choisi en amont suite à un travail mené par une autre agence et a servi de point de départ créatif pour nous. L'écart entre l'ancien et le nouveau territoire identitaire était trop grand pour partir des logos existants. Nous les avons analysés mais ne les avons pas utilisés comme base. L'enjeu étant d'incarner une nouvelle identité, plus ouverte, plus représentative, plus moderne.

QUELLES ONT ÉTÉ LES PREMIÈRES IDÉES EXPLORÉES ?

Gwenaël Nemry : les premières pistes ont été construites autour de la notion d'archipel : des éléments distincts qui, ensemble, forment un tout en évinçant la thématique de l'eau et de la navigation de manière directe. Nous avons testé deux directions principales :

- Une piste typographique déstructurée, en étages, avec des formes organiques autour pour symboliser les membres variés qui composent la Fédération.
- Une piste symbolique, basée sur un assemblage de formes simples et différentes, réunies dans un cercle. Cette approche deviendra la base du logo final et posait l'idée d'un écosystème divers mais harmonieux.

COMMENT AVEZ-VOUS APPRÉHENDÉ ET VÉCU LA DÉFENSE DE VOS PROPOSITIONS EN AG ET DONC AVEC PLUS D'UNE VINGTAINE DE DÉCISIONNAIRE ?

Gwenaël Nemry : je n'ai pas toujours été à l'aise dans l'exercice de présentation et de prise de parole en public. Avec mon expérience de speaker dans d'autres domaines et une forte croyance dans le projet que nous avons rendu, la défense s'est plutôt bien passée. J'étais serein à l'idée d'affronter les questions de chacun et chacune. Même si au début, le groupe était timide, il s'est passé plus d'une heure de questions réponses où nous avons défendu chaque choix qui était critiqué. Mais, puisque tout avait été réfléchi, motivé et argumenté et que nous avons le soutien de l'équipe interne du CJC, j'étais très confiant et j'en suis sorti assez fier.

LA FÉDÉRATION EST NÉE EN 1962. COMMENT AVEZ-VOUS CONCILIÉ MODERNITÉ ET HÉRITAGE TOUT EN CONSERVANT SES VALEURS ?

Gwenaël Nemry : avec le changement de nom nous avons réellement considéré le projet Archipel comme un nouveau client avec une nouvelle identité, plutôt qu'une simple refonte d'image. L'idée était de ne pas chercher à conserver l'héritage visuel du CJC mais plutôt de refléter les valeurs actuelles, centrées sur le collectif, l'ouverture et la diversité. Nous sommes repartis d'une page blanche car il n'y avait pas d'obligation de garder des marqueurs historiques (contrairement à d'autres secteurs davantage marchands ou de marques).

COMMENT AVEZ-VOUS PENSÉ LA MODULARITÉ (DÉCLINAISONS DIGITALES, IMPRIMÉES, POUR LES RÉSEAUX SOCIAUX...) ?

Gwenaël Nemry : avec le logo choisi, la modularité s'est faite naturellement. Grâce aux formes multiples utilisées dans le logo, les adaptations sont envisageables à l'infini. Seule, ou dans un ensemble varié, elles offrent une richesse pour tous les supports de communication. Évidemment, notre équipe a réfléchi aux déclinaisons en proposant divers logos selon le format utilisé mais aussi en fournissant des exemples d'affiche, de contenus pour les réseaux sociaux ou encore de supports web.

POURQUOI CES COULEURS, CES FORMES, CETTE TYPOGRAPHIE ?

Gwenaël Nemry : nous avons d'abord opté pour des couleurs tranchées, très vives qui sortaient de l'univers marin. Cette palette (alliant rose corail et bleu électrique) était un peu trop audacieuse pour l'ASBL : après la présentation, l'Assemblée générale a demandé de travailler sur une palette alternative, incluant du vert et avec des couleurs adoucies. Le choix s'est donc porté sur des couleurs en rapport avec le milieu marin et naturel (bleu doux, jaune, vert). Concernant la typographie d'Archipel, elle apporte une base structurée et solide avec son « sans serif » ou « bâton » mais a été retravaillée dans les arrondis pour y apporter une touche plus humaine et douce.

Y A-T-IL DES SYMBOLES CACHÉS OU DES RÉFÉRENCES GRAPHIQUES DISCRÈTES ?

Gwenaël Nemry : nous n'avons pas intégré de symboles cachés mais chacun·e peut y imaginer ce qu'il veut. Le logo fonctionne un peu comme quand nous regardons un nuage. Chacun y voit quelque chose de différent. J'y vois personnellement un poisson mais d'autres y verront des formes naturelles... C'est cette liberté d'interprétation qui fait la richesse de ce logo.

SELON VOUS, QU'EST-CE QUE CE NOUVEAU LOGO DIT DE LA FÉDÉRATION D'AUJOURD'HUI ?

Gwenaël Nemry : pour reprendre une référence religieuse, j' imagine un peu Archipel comme l'arche de Noé. C'est un lieu ouvert, libre,



L'équipe d'Hungry Nuggets

qui accueille, rassemble et évolue. Nous n'avons pas voulu fermer le cercle du logo (nldr : y mettre une bordure) pour garder la symbolique d'ouverture à de nouveaux membres et de nouvelles idées. Les couleurs et les formes arrondies incarnent la douceur, l'humain, la bienveillance. L'ensemble représente un collectif jeune, en mouvement, uni mais pluriel.

UNE ANECDOTE À PARTAGER SUR LE PROCESSUS ?

Gwenael Nemry : lors de la première présentation, certaines formes ont suscité des interprétations inattendues. Nous avons été surpris de voir l'imagination de certains et certaines en percevant ce qui nous semblait être une forme de corail comme un clitoris.

Ces remarques ont conduit notre équipe à ajuster le design pour éviter les ambiguïtés. Mais c'est la preuve que chacun-e peut voir dans ces formes ce qu'il souhaite.

On a un running gag interne à l'agence : lorsque nous parlons du projet Archipel, nous l'avons surnommé « La grosse pelle ». C'est absurde, mais préparez-vous, ce ne sera pas le dernier jeu de mots.

Et à ça, l'équipe com' du CJC (euh pardon d'Archipel) répondra : votre petit surnom à nous c'était « les petit poulets ».

Merci pour l'aventure.

Élisa Pirondeau
Archipel



ARCHIPEL UN ACTEUR POLITIQUE DU SECTEUR JEUNESSE

Parler d'Archipel comme d'un acteur politique peut parfois surprendre. Pourtant, pour une Fédération d'Organisations de Jeunesse, être politique ne signifie pas être partisan.

Depuis sa création, la Fédération agit sur des questions de participation, d'engagement, de citoyenneté, de démocratie ou encore de vie associative. Elle prend position, interpelle les pouvoirs publics et défend les conditions nécessaires à l'action des associations et à l'engagement des jeunes.

Cette dimension fait partie de l'histoire même du CJC. Des marches antiatomiques aux campagnes sur la vie associative, en passant par le soutien aux objecteurs de conscience ou les nombreuses interpellations politiques menées au fil des décennies, la Fédération s'est toujours pensée comme un espace où les Organisations de Jeunesse participent pleinement au débat démocratique.

Le passage à Archipel ne change pas cette réalité. Il permet de la rendre plus lisible et plus assumée.

UNE ACTION POLITIQUE ANCRÉE DANS LES MISSIONS DE LA FÉDÉRATION

Cette dimension politique traverse l'ensemble des missions d'Archipel. La Fédération se donne en effet quatre grandes missions :

- **Construire** et porter avec les jeunes un **projet de société audacieux et ambitieux** où la jeunesse occupe une place décisive.
- **Coordonner et mettre en réseau** ses associations.
- **Représenter** et porter la parole de ses membres.
- **Soutenir** ses membres dans leurs missions.

À travers ces missions, Archipel défend une certaine manière de concevoir la société, la démocratie et la place des jeunes. La Fédération agit pour permettre aux jeunes de réfléchir, débattre, s'organiser et participer activement à la vie collective.

Elle crée également des espaces de coopération et de mutualisation entre Organisations de Jeunesse, soutient les capacités d'action de ses membres et porte leurs réalités et préoccupations dans le débat public.

Cette action s'appuie sur plusieurs valeurs fondamentales : **l'émancipation individuelle et collective, la démocratie participative, l'engagement, l'ouverture à la diversité, la solidarité et le partage d'expertises.** Ces valeurs orientent concrètement les choix de la Fédération, ses prises de position, ses partenariats et sa manière d'agir dans la société.

DÉFENDRE LA PLACE DES JEUNES DANS LA DÉMOCRATIE

Archipel considère que la démocratie ne se limite pas aux institutions. Elle se construit aussi dans les espaces où les jeunes expérimentent l'engagement, apprennent à débattre, à coopérer, à prendre des responsabilités et à développer leur esprit critique. Les Organisations de Jeunesse jouent un rôle essentiel dans cette dynamique. Défendre ces associations, ce n'est donc pas uniquement défendre un secteur : c'est défendre des espaces démocratiques. Cette lecture explique pourquoi Archipel intervient régulièrement dans le débat public lorsque les droits des jeunes, les conditions d'existence du secteur associatif ou les possibilités d'engagement collectif sont fragilisés.

UN ENGAGEMENT POLITIQUE NON PARTISAN

La Fédération rassemble des organisations aux sensibilités, aux histoires et aux approches parfois différentes. Cette diversité fait partie de son identité même. Le rôle d'Archipel n'est donc pas de produire une pensée unique, mais de construire du commun à partir de cette pluralité. Cela implique une manière particulière de faire de la politique : privilégier la concertation, construire des positions collectives lorsque cela est possible, accepter les nuances et les débats internes, tout en maintenant un cadre clair fondé sur les droits humains, la démocratie et le refus des discriminations.

Cette approche s'inscrit dans une conception du pluralisme profondément ancrée dans l'histoire du secteur Jeunesse belge. La Fédération considère que des organisations différentes peuvent coopérer, dialoguer et agir ensemble sans devoir s'uniformiser. Le nom Archipel traduit précisément cette idée : un ensemble de réalités autonomes, reliées entre elles par des liens de solidarité, de coopération et de projet commun.

UNE FÉDÉRATION QUI AGIT DANS ET SUR LA SOCIÉTÉ

Le rôle d'Archipel ne se limite pas à représenter ses membres auprès des pouvoirs publics. La Fédération agit également comme un espace de réflexion, de mise en réseau et de construction collective autour des grands enjeux qui traversent la société et touchent les jeunes. Elle produit des analyses, développe des outils pédagogiques, organise des rencontres, participe à des campagnes et construit des plaidoyers avec ses membres et ses partenaires. Cette action repose sur une conviction simple : les questions qui concernent les jeunes ne peuvent pas être pensées sans les jeunes eux-mêmes.

UNE VISION DU COLLECTIF

L'action politique d'Archipel repose enfin sur une certaine manière de concevoir le collectif. Dans une société marquée par l'individualisation, la polarisation et parfois la fragmentation des espaces de dialogue, la Fédération défend l'importance des dynamiques collectives, de la coopération et de la solidarité.

Cette vision se traduit dans son fonctionnement même : gouvernance partagée, place centrale des membres dans les orientations d'Archipel, attention portée aux équilibres internes, recherche de participation réelle dans les processus de décision. Faire fédération ne signifie pas effacer les singularités. Cela signifie créer les conditions pour que des organisations différentes puissent agir ensemble, mutualiser leurs ressources, confronter leurs points de vue et construire des réponses communes à certains enjeux. C'est aussi dans ce sens qu'Archipel se pense comme un acteur politique : non pas comme une structure parlant à la place des jeunes ou des associations, mais comme un espace permettant de relier des expériences, des analyses et des engagements.

FAIRE VIVRE UNE DÉMOCRATIE PLUS FORTE

L'engagement politique d'Archipel repose sur une idée simple : une démocratie vivante a besoin de jeunes capables de participer, de s'organiser collectivement, de développer un regard critique et de prendre part à la construction du monde commun.

Les Organisations de Jeunesse contribuent chaque jour à cette dynamique. Archipel entend continuer à défendre ces espaces d'émancipation, d'expérimentation et d'engagement, parce qu'ils participent pleinement à faire vivre la démocratie.

Jonathan Piroux
Archipel

À LA RECHERCHE D'ACTIVITÉS POUR LES JEUNES ?



L'ESPACE DÉDIÉ AUX ORGANISATIONS DE JEUNESSE À PORTÉE DE CLIC !



DU CJC À ARCHIPEL : QU'EN DISENT LES MEMBRES ?

Notre changement d'identité suscite beaucoup d'attentes parmi les associations membres. Un mois avant la révélation officielle, nous avons profité de l'Assemblée Générale de mars pour en interviewer quelques-unes. Elles ont pu partager leurs perceptions et toutes convergent vers une idée centrale : ce nouveau nom est une opportunité. Une opportunité de moderniser l'image de la Fédération et de renforcer un projet réellement collectif.

CLARIFIER, REDÉFINIR ET RENFORCER LE PROJET FÉDÉRATEUR

Plusieurs associations voient Archipel comme l'occasion de se recentrer sur un cap commun.

Zoé (**Citizen Motion**) insiste : « Mon souhait, c'est que la Fédération définisse son cap et le garde... pour ne pas se perdre. » Du côté de **Jeune et Citoyen**, Vincent souligne l'intérêt de prendre un moment pour repenser la manière de faire Fédération : « C'est repenser nos valeurs, nos fondements, notre manière de travailler ensemble et d'avoir des liens avec les autres membres. » Toutes les associations interrogées attendent de ce changement un nouvel élan collectif, clair, assumé et partagé.

UNE MODERNISATION ASSUMÉE : COHÉRENCE ET DYNAMISME

Les attentes en termes d'image sont fortes : la Fédération doit refléter une Jeunesse pluraliste, engagée et actuelle. Pour les **Guides**, Maxime parle de « pluralisme renouvelé », non plus lié à l'histoire chrétienne du CJC mais ouvert à toutes les origines, projets et luttes. Au **SIAJ**, Virginie évoque un « rajeunissement » et une image plus dynamique. Mahaut (**Musée du Capitalisme**) y voit un enjeu stratégique face aux défis du secteur Jeunesse : « la Fédération s'ancre dans son temps en proposant une structure et des valeurs actualisées pour affronter les enjeux qui attendent la Jeunesse et le non-marchand. »

Toutes et tous expriment le besoin que le nom Archipel corresponde à une Fédération qui se positionne clairement dans le monde contemporain et qui parle à l'ensemble des jeunes.

DU PILIER CATHOLIQUE AU PLURALISME : UN PAS VERS LA DIVERSITÉ

Le point le plus présent dans les interviews est clair : le « C » de Catholique dans « CJC » posait question. Camille (**BE Larp**) explique que « le côté catholique n'était pas vraiment apprécié » ni par leurs membres, ni dans la communauté. Même constat pour **Jagora** : Benoît parle de la charge de devoir sans cesse justifier leur appartenance à une Fédération perçue comme confessionnelle, alors que leur travail repose sur l'interculturalité et le pluralisme. Olivier (**Fédération des Récupérathèques**) ajoute un

témoignage très concret : « Le fait qu'il y ait "Catholique" dans le nom a freiné pas mal le fait d'arriver au CJC... On a mis beaucoup de temps à convaincre nos membres ». Il y voit, aujourd'hui, la possibilité d'assumer ouvertement leur appartenance, sans devoir contourner le mot « Catholique » dans leurs communications. L'évolution vers Archipel apparaît donc pour beaucoup comme une nécessité. À la fois, pour refléter la diversité des membres et ancrer par l'image les valeurs et missions redéfinies dans un processus collectif depuis 2019, mais aussi, pour lever les barrières à de nouveaux partenariats ou collaborations.

REDYNAMISER LES LIENS INTERNES

Beaucoup évoquent une occasion de renforcer la dynamique interne. Pour **Ocarina**, Héroïse y voit l'opportunité de (ré)expliquer et de valoriser les outils de la Fédération auprès des volontaires. Chez **Magma**, Margot parle d'un renouveau qui « va certainement permettre de réseauter d'une autre manière » et Myriam (**Patros**) espère que cette identité sera « porteuse et fédératrice pour tous les membres ». Selon Lorent d'**Indications**, ce changement permet aussi de réaffirmer la volonté de la Fédération de pérenniser la qualité de ses services aux membres.

Le nom Archipel, par sa symbolique, inspire l'idée d'îlots qui se connectent tel un ensemble de structures autonomes mais unies dans un projet commun. Une image que Camille (**BE Larp**) trouve particulièrement juste : « C'est un reflet de ce que nous sommes, des petites associations qui s'unissent pour un même but. »

UN CHANGEMENT QUI OUVRE DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS

Plusieurs associations évoquent l'effet externe du nouveau nom. Par exemple, Lucie de **Déclic en Perspectives** espère lever les barrières de l'ancien nom et « ouvrir de nouvelles discussions avec de nouveaux acteurs ». Pour beaucoup, Archipel pourrait attirer de nouveaux membres, élargir le réseau et affirmer une modernité attendue.

Certaines associations voient dans la nouvelle identité un levier politique. Héroïse (**Ocarina**) souhaite que la Fédération « puisse rayonner davantage vers le politique et la société ». Lorent (**Indications**) va plus loin, y voyant la possibilité de « se positionner de manière plus fédérative (...) entre les membres et les autres Fédérations d'Organisations de Jeunesse. »

À travers les témoignages des treize membres interviewés, se laisse entrevoir une certaine satisfaction à l'idée de voir (enfin) ce chantier de changement d'identité aboutir. Tel qu'il a été pensé par les instances de gouvernance, ce changement ne signifie pas une rupture avec le passé mais bien un alignement entre ce qu'est la Fédération et qu'elle veut devenir.

Marine Sonet
Archipel

1962-2026

PLUS DE 60 ANS D'HISTOIRE

Et quelle histoire ! Un ouvrage de plus 100 pages raconte avec précision les évolutions importantes des 50 premières années du Conseil de la Jeunesse Catholique. Nous avons compilé les événements qui ont rythmé la Fédération depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui.

Dates historiques

- Mai 1968 : la Jeunesse dans la rue
- 1973 : crise pétrolière
- 1980 : premier décret OJ
- 1989 : chute du mur de Berlin
- 1999 : décret Centres de vacances
- 2009 : nouveau décret OJ

6 décembre 1962 : création du CJC

La création du Conseil de la Jeunesse Catholique marque la volonté des évêques belges de rassembler les Organisations de Jeunesse chrétiennes dans une structure commune. D'abord pensée à l'échelle nationale en septembre 1962, elle est partagée selon la frontière linguistique, en décembre de la même année, sous le nom de Conseil de la Jeunesse Catholique. C'est un lieu de concertation, d'étude et d'action pour soutenir les mouvements, porter une parole jeune dans l'Église et dialoguer avec la société. Dès ses débuts, le CJC pose les bases de sa mission : éducation, foi et engagement citoyen.

Février 1970 : lancement de la première revue

Après une reconnaissance auprès du CNJ (Conseil National de la Jeunesse) en juin 1969, la Fédération édite son premier bulletin « Informations CJC », destiné aux responsables d'organisations. Il centralise les actualités, les analyses politiques et le suivi des chantiers du CJC. Ce bulletin marque le début d'une véritable stratégie éditoriale, essentielle pour créer une culture commune, renforcer la cohésion interne et diffuser la parole du secteur Jeunesse. Il s'étoffera et deviendra la revue « Correspondance » en 1972, puis « Phylactère » en 2016 et aujourd'hui « Itinérance ».

1964 - 1965 : marches antiatomiques

Le CJC participe activement aux marches antiatomiques, aux côtés de mouvements comme la JEC, la JOC ou les Patros. C'est l'une des premières prises de position publiques fortes du CJC : défendre la paix, sensibiliser les jeunes aux enjeux géopolitiques et s'affirmer comme acteur engagé. Cette mobilisation crée une dynamique inter mouvements qui renforce son identité collective.

15 septembre 1979 : première Manifète

Premier gros événement rassembleur autour de du Conseil de la Jeunesse Catholique, la Manifète rassemble plus de 12 000 jeunes à Tourinnes-Saint-Lambert. Ce rendez-vous symbolique donne à la Fédération une visibilité nationale inédite. Il permet aux Organisations de Jeunesse de revendiquer reconnaissance, moyens et place dans la société. C'est aussi là que naissent les prémices du décret OJ et les « options fondamentales », texte fondateur qui synthétise les valeurs communes du CJC : engagement volontaire, formation globale permanente, liberté d'expression, développement du sens critique, créativité et responsabilité, solidarité et action collective.

1983 : grève de la faim en faveur des objecteurs de conscience

Face au traitement inéquitable réservé aux objecteurs de conscience, le CJC initie une action radicale : Carl Vandoorne et d'autres responsables du secteur entament une grève de la faim, relayée par les médias. L'action dénonce un service civil deux fois plus long que le service militaire et très mal rémunéré. Cela va durer huit jours au bout desquels des objecteurs réunis, dans le parc royal, ont traversé en tenue officielle (caleçon et singlet) le parc en courant vers la garde royale devant la presse... Ce fut l'issue de secours des grévistes. L'affaire fit la une des journaux et l'ouverture du JT de la RTBF !

27 février 1988 : un quart de siècle pour le CJC

La Fédération célèbre ses 25 ans d'existence au Plan K à Anderlecht. L'évènement réunit anciens et actuels acteurs du mouvement, renforçant la mémoire collective et les liens intergénérationnels. Ce moment symbolique met en valeur le rôle majeur joué par le CJC dans l'engagement des jeunes, la concertation entre les organisations et la défense de la vie associative. L'anniversaire marque une étape de maturité.

Septembre 1990 : création d'un groupe de travail Vie associative

Face au manque de reconnaissance et de soutien criant de la part des pouvoirs publics, le groupe de travail « Vie associative » va, tout au long de la décennie, montrer la richesse et le dynamisme des OJ. En 1994, il lance l'opération « Bouées » et la charte « Mouillez-vous pour la vie associative ». Pendant l'été 97, il imprime et diffuse les autocollants « Moi j'bouge en Mouvement ». Cette campagne rappelle celle de 1970 au cours de laquelle il avait fait circuler 27 000 autocollants « Jeunes en mouvement vers une autre société ». En 1998, le groupe de travail organise un colloque en collaboration avec son homologue flamand, le KJR, sur la place des adultes dans les OJ. Sans oublier les publications d'articles et cartes blanches...

18 mai 1985 : la visite du Pape Jean-Paul II

Après la réussite de la première Manifête, le CJC organise sa seconde édition à la Citadelle de Namur, quadruple sa fréquentation en réunissant 40 000 jeunes et accueille Jean-Paul II. L'évènement mêle ateliers, concerts, forums et un jeu scénique porté par les jeunes eux-mêmes. S'il marque une réussite populaire, il engendre aussi de fortes tensions avec l'Église, notamment concernant la liberté d'expression des jeunes. Cette Manifête devient un moment charnière dans les relations entre le CJC et l'Église.

1993 : identité chrétienne

Se confrontant de plus en plus à l'Église, le CJC publie un texte fondateur « Choisir et vivre une identité chrétienne au CJC » affirmant une identité chrétienne ouverte, non dogmatique, compatible avec la pluralité des convictions des jeunes. Il y affirme son identité chrétienne indéniable, mais celle-ci se veut ouverte. Pour le CJC, l'existence de Dieu est une porte d'entrée au débat et ne constitue pas la Vérité unique. Ce document donne également lieu à l'organisation d'un colloque sur la modernité et l'identité chrétienne des institutions.

1999 – 2000 : sensibiliser autrement : des lunettes aux bonnets de Père Noël !

Le 12 mars 1999, le CJC organise à Namur un forum politique dans le cadre de l'opération « Offrons-leur des lunettes », une action symbolique forte qui permet de récolter plus de 1 000 paires de lunettes pour sensibiliser au regard porté sur la Jeunesse. La même année, le CJC profite des 20 ans de la « Manifête » pour actualiser ses options fondamentales. En 2000, face aux difficultés budgétaires persistantes, le CJC mène une nouvelle action symbolique avec des bonnets de Père Noël devant le Parlement.

2003 : de la jungle à la croisière : des actions marquantes

En 2003, à l'occasion des élections législatives, il transforme le réfectoire du collège de Gembloux en une jungle de lianes inextricables pour l'opération « Branchons-nous sur le futur ». Un an plus tard, il remet le paquet pour les élections régionales. La campagne « Y a un nœud », et sa newsletter spéciale « le journal du nœud » débouchent sur une croisière à Namur. C'est d'ailleurs sur un bateau que le CJC invite les chefs de file des partis démocratiques à « larguer les amarres », à dénouer les nœuds auxquels est confronté le secteur Jeunesse.

2002 – 2004 : le CJC au cœur des instances du volontariat

En 2002, deux lieux sont créés pour réfléchir aux questions relatives au volontariat. Le premier, la Plateforme francophone du Volontariat (PFV), regroupe les associations représentatives des grands secteurs de la vie associative et de l'engagement volontaire en Communauté française. Le second, le Conseil Supérieur des Volontaires (CSV), est un organe de concertation et de consultation au niveau fédéral.

Les acteurs représentatifs francophones et néerlandophones entrent en contact par ce biais avec les autorités fédérales afin de garantir une attention permanente aux problèmes spécifiques des volontaires. Représentant d'une réalité particulière du volontariat, celle de la Jeunesse, le CJC saute dans le train et devient membre de ces structures. En 2004, Vincent Gengler, son Secrétaire Général Adjoint, deviendra même le Président de la PFV.

2012 : 50 ans d'engagement pour la Jeunesse

Après la crise financière de 2008, le CJC renforce son plaidoyer pour défendre un secteur Jeunesse fragilisé. Le 17 novembre 2012, il célèbre ses 50 ans à Namur lors d'un évènement rassemblant membres et partenaires. Cette célébration s'accompagne de la publication d'un ouvrage retraçant son histoire et constitue un moment important de mémoire et de réflexion sur l'avenir du collectif.

2013 – 2015 : le CJC développe ses outils et s'installe à Bruxelles

Le CJC renforce son rôle d'accompagnement avec plusieurs outils structurants. En 2013, il lance notamment *Pédag'OJ*, un outil pédagogique qui présente le détachement pédagogique en Organisation de Jeunesse et ses apports pour les écoles, les enseignant·es et le secteur Jeunesse. Mais aussi le catalogue de subsides « *Plus de sous, si !* », destiné à aider les organisations à financer leurs projets. Le 25 avril 2014, l'évènement « *Le CJC se met à table* » rassemble les acteurs associatifs et les responsables politiques afin de replacer les enjeux du secteur Jeunesse au centre du débat public.

Le 19 avril 2015, le CJC déménage au 25 rue des Drapiers à Bruxelles, cela marque une nouvelle étape dans son implantation institutionnelle.

2020 – 2022 : de la crise sanitaire à l'engagement climatique

La pandémie de Covid-19 en 2020 bouleverse les activités du secteur Jeunesse et oblige le CJC à adapter ses modes de travail.

En 2021, le CJC participe activement à la campagne sectorielle « *La Jeunesse fait partie de la solution* », qui met en lumière la place essentielle des jeunes et des Organisations de Jeunesse dans la société malgré la crise sanitaire.

En 2022, le CJC rejoint la Coalition Climat. En intégrant cette structure, le CJC participe activement à l'organisation des « *Marches pour le Climat* » pour faire entendre la voix des jeunes et des associations de jeunesse dans les enjeux environnementaux. La même année, le CJC organise « *Détour vers le futur* », une journée (et un outil pédagogique) destinée à l'échange autour d'initiatives inspirantes liées à la mobilité et à l'environnement.

2016–2018 : le CJC stimule la réflexion et l'innovation pédagogique

La Fédération continue de structurer ses outils de réflexion. En décembre 2016, elle lance le *Phylactère*, une revue trimestrielle destinée à analyser les enjeux du secteur Jeunesse et à diffuser les positions et initiatives du CJC.

En 2017, le CJC organise *Up!Square*, un congrès participatif visant à renforcer les liens entre Organisations de Jeunesse, favoriser les échanges de pratiques et réfléchir collectivement à l'avenir de la Fédération.

Le CJC poursuit son soutien aux pratiques éducatives des Organisations de Jeunesse. En août 2018, il lance l'outil « *Convictions!* », un jeu qui favorise le débat citoyen chez les jeunes.

2023 – 2026 : renouveau, mobilisation et nouvelle identité

Dans les années suivantes, l'organisation développe de nouveaux espaces de rencontre et de formation, comme la *Laby Bien-Être* lancée en 2023.

En 2024, la création d'un Bureau politique marque une étape importante dans l'évolution de la gouvernance et du positionnement stratégique du CJC. À l'approche des élections, le CJC réédite l'outil « *Convictions!* » et organise une tournée de rencontres avec les Président·es de partis démocratiques pour de leur présenter son plaidoyer politique.

En 2025, deux cellules sont créées : la cellule « *santé mentale* » et la « *cellule mobilisation* ». Avec le retour du service militaire volontaire, le CJC rejoint également la plateforme *Service for Peace* aux côtés de nombreuses associations de jeunesse afin de défendre un engagement pacifiste de la Jeunesse et de s'opposer à la militarisation de la société.

En 2026, le CJC devient Archipel.

Helène Lempereur et Élixa Pirondeau
Archipel

LES SERVICES D'ARCHIPEL

Les services aux membres ont une place primordiale dans la Fédération. Outre l'équipe de direction, Archipel est composé de quatre équipes : Administrative Financière et Logistique, Communication, Pédagogique et Emploi. Il bénéficie d'une large expertise et de soutiens divers et variés répondant aux besoins spécifiques des associations et Organisations de Jeunesse.

GESTION DE L'EMPLOI

BUDGÉTISATION ET JUSTIFICATION DE L'EMPLOI

L'accompagnement de l'équipe d'Archipel permet de mieux comprendre les aides à l'emploi et leurs justifications. Il permet aussi un soutien à l'élaboration des budgets emploi, ainsi que des réponses aux questions liées à l'encodage dans le cadastre SICE et aux détaché-es pédagogiques. Archipel assure également une veille des réformes APE et ACS afin de tenir ses membres informé-es des évolutions du secteur.

GESTION RH ET DU CYCLE CONTRACTUEL

Archipel accompagne ses membres du recrutement jusqu'à la fin de la relation de travail. Les membres peuvent bénéficier de conseils lors de l'identification des compétences à développer, ainsi que lors de la création d'un plan de formation. Archipel les aide également à analyser et à revoir leur politique salariale. Enfin, elle les aide à la prise en main des logiciels de paies et répond aux questions « hard RH ».

Bonus

- Newsletter Emploi.

MISE À DISPOSITION D'OUTILS ET RESSOURCES VIA LA PLATEFORME POULPY

En 2023, la Fédération a lancé Poulpy, une plateforme accessible en ligne qui met à disposition des membres d'Archipel une bibliothèque de documents concernant le bien-être au travail, la gestion des ASBL et la gestion de l'emploi.



GESTION & CADRE JURIDIQUE

CONSEILS ET ACCOMPAGNEMENT JURIDIQUE

Archipel soutient ses membres dans différents aspects juridiques, incluant :

- la rédaction ou la mise à jour du règlement de travail & des statuts de l'ASBL ;
- l'accompagnement dans les procédures RGPD ;
- des conseils et la relecture de contrats et conventions liés à la gestion d'ASBL ;
- la réponse à toute question juridique liée à l'activité d'une ASBL.

Bonus

- • Formation Laby Volontaires de Gestion.

ACCOMPAGNEMENT EN BIEN-ÊTRE ET PRÉVENTION DES RISQUES AU TRAVAIL

Archipel soutient ses membres dans des enjeux comme la sécurité, les risques psychosociaux, l'ergonomie ou encore la santé et l'hygiène au travail. Dans cette optique, l'équipe Emploi propose aux membres un accompagnement sur mesure dans la mise en place d'une politique de prévention au travail.

Bonus

- • Newsletter « Bien-Être » qui vous soutient dans la mise en place d'une politique de bien-être au travail.
- Formation Laby Bien-Être, ateliers sur les Risques psychosociaux & formation de base en secourisme et recyclages liés.

BIEN-ÊTRE AU TRAVAIL & PRÉVENTION

ACCOMPAGNEMENT RECONNAISSANCE & SUBSIDES

RELECTURE DE DOSSIERS DE DEMANDES DE FINANCEMENT

Archipel est présent au comité de sélection des dossiers « Soutiens aux Projets Jeunes », ce qui lui permet de défendre les dossiers de nos associations membres. La Fédération peut également relire d'autres types de dossiers portant sur des demandes de financement

Bonus

- Newsletter « Plus de sous ? Si ! » qui reprend les appels à projets et les possibilités de financement à venir.
- Formation Laby Secteur J : les financements de projets.

POSITIONNEMENT & PLAIDOYER

PACK POLITIQUE

L'équipe Péda alimente une plateforme en ligne sur laquelle les porteurs et porteuses de mandat au sein de notre Fédération peuvent trouver des ressources utiles : mise à disposition et co-construction de documents, analyses, outils partagés. La plateforme permet d'outiller les mandataires, de s'assurer une cohérence dans les avis portés par les mandataires dans les différents lieux et de diffuser les positionnements d'Archipel.

ACCOMPAGNEMENT DANS LE CADRE DE LA RECONNAISSANCE OU DU RENOUVELLEMENT D'AGRÈMENT

Archipel accompagne ses membres dans l'obtention ou le renouvellement de l'agrément comme Organisation de Jeunesse ou Groupement de Jeunesse grâce à :

- des conseils et un appui en lien avec le décret, mais aussi des relectures et un suivi des plans quadriennaux ;
- l'outil « En quête de reconnaissance » qui rassemble des éléments de contexte et des conseils permettant aux associations d'être agréées en tant qu'OJ ou Groupement, de sauter de classe ou d'indice...

DÉFENSE SECTORIELLE

La défense et la représentation sectorielle sont une des missions de la Fédération. Pour ce faire, l'équipe Péda met en place différentes actions :

- représentation dans différents lieux en lien avec les enjeux du secteur Jeunesse (CCOJ, FESJ...) mais aussi des jeunes en tant que public cible ;
- coordination de cellules politiques thématiques permettant aux mandataires de co-construire des positionnements et d'alimenter les avis qu'ils portent dans le cadre de leurs mandats ;
- veille parlementaire, politique et médiatique sur les actualités concernant le secteur Jeunesse.

Dans le cadre des élections qui rythment la vie démocratique des citoyens et citoyennes mais aussi des associations, l'équipe Péda met en travail les membres pour élaborer un plaidoyer reflétant leurs préoccupations et les enjeux qui traversent le secteur.

VISIBILISATION DES MEMBRES

Archipel partage les actualités et offres d'emploi de ses membres, renforce leur visibilité et valorise leurs actions par sa présence lors de salons et d'évènements. Il participe également à la diffusion de leurs activités via un relai sur les réseaux sociaux ou dans sa newsletter.

RÉSEAU DE CHARGÉ·ES DE COMMUNICATION

Les chargées de communication des membres d'Archipel bénéficient d'un espace d'échanges et de collaboration permettant de partager leurs pratiques, besoins et ressources.

Bonus

- Carnet d'adresses de prestataires.
- Listing presse.
- Formation Laby Art de la communication.

LOCATION DE SALLES DE RÉUNION

Archipel dispose d'un bâtiment à Bruxelles et à Namur. Celui de Bruxelles offre des espaces de réunion, de tailles variées, disponibles à la location à des prix préférentiels.

MUTUALISATION DE RESSOURCES ET ACCOMPAGNEMENT AUX OUTILS INFORMATIQUES

Archipel donne accès à du matériel mutualisé (photocopieuses, logiciels, licences...) ou encore à la location de matériel tel que des projecteurs, des mange-debout... La Fédération accompagne également ses membres dans le choix de solutions informatiques, ainsi que dans la création ou la mise en place d'outils informatiques adaptés à leurs pratiques.

COMMUNICATION & VISIBILITÉ DES MEMBRES

ACCOMPAGNEMENT À LA CRÉATION OU À LA MISE EN PLACE DE PROJETS COMMUNICATIONNELS

L'équipe Communication peut vous soutenir dans différents projets par le biais de rencontres personnalisées, comme dans le cadre de :

- mise en page et création de visuels ;
- mise en place d'une stratégie de communication.

TECHNIQUE & LOGISTIQUE

SOUTIEN ET ACCOMPAGNEMENT COMPTABLES ET FINANCIERS

Archipel soutient ses membres dans leurs démarches liées à la comptabilité, aux questions financières et au Plan quadriennal.

Vous voulez vous abonner à une newsletter ?

Contactez communication@archipel.be

Vous voulez en savoir plus sur les formations ?

Rendez-vous sur www.archipel.be.

RETOUR SUR L'ÉVÈNEMENT

« ITINÉRANCE D'UNE FÉDÉRATION : LE RENOUVEAU DU CJC »

Jeudi 23 avril, Archipel et ses membres ont investi le Track.Brussels dans la gare de Bruxelles-Nord pour organiser l'évènement de révélation de la nouvelle identité de la Fédération.

UN MOMENT EN DEUX TEMPS : RÉFLEXION ET CÉLÉBRATION

Plus qu'un moment de fête, l'équipe d'Archipel a voulu offrir à ses membres une journée de réflexion collective sur les enjeux de société en lien avec les jeunes.

L'évènement a débuté par une après-midi d'ateliers animés par cinq associations partenaires d'Archipel. Les participant-es, tous et toutes travailleur-ses ou bénévoles dans nos associations membres, ont pu s'inscrire à l'un d'entre eux.

L'équipe organisatrice tenait à ce que cette journée favorise les échanges entre associations et les partages d'expériences. Dans son ADN depuis toujours, Archipel tient à rassembler ses membres. Si certaines personnes ont l'occasion de se croiser lors des six Assemblées Générales annuelles ou des cellules politiques internes, d'autres travailleur-ses ont moins l'opportunité de participer aux moments collectifs. Avec « Itinérance », l'équipe d'Archipel voulait remédier à cela : rassembler un maximum de personnes et de profils différents des 26 associations membres qui œuvrent tous les jours pour le bien-être des jeunes.

Après les ateliers, les membres et les invité-es externes ont pu assister à une conférence-débat sur les défis auxquels sont confronté-es les jeunes et le rôle que le secteur Jeunesse doit jouer. Pour ensuite, assister à la révélation tant entendue.

À travers cet article, vous découvrirez un aperçu de cette fabuleuse journée.



CINQ ATELIERS, CINQ ENJEUX POUR LA JEUNESSE

Atelier 1 : comment préserver l'accès aux droits des jeunes touchés par la précarité ?

Le Forum – Bruxelles contre les inégalités a commencé l'atelier par la présentation de quelques chiffres et notions qui démontre l'ampleur de la précarité chez le public jeune.

Ensuite, le groupe a eu l'occasion d'écouter plusieurs témoignages de jeunes pour en arriver au constat que plus on vit dans une situation de précarité, moins on recourt aux droits. La deuxième partie de l'atelier a mis en lumière ce concept de non recours aux droits, défini comme le fait de ne pas bénéficier de droits existants par manque d'information, de demande, de proposition ou de réception.

Pour lutter contre le non-recours, les participant·es ont proposé des leviers d'actions concrets comme l'introduction de « l'école de la vie » où les jeunes pourraient avoir des cours administratifs dès l'école et ainsi connaître leurs droits le plus tôt possible.



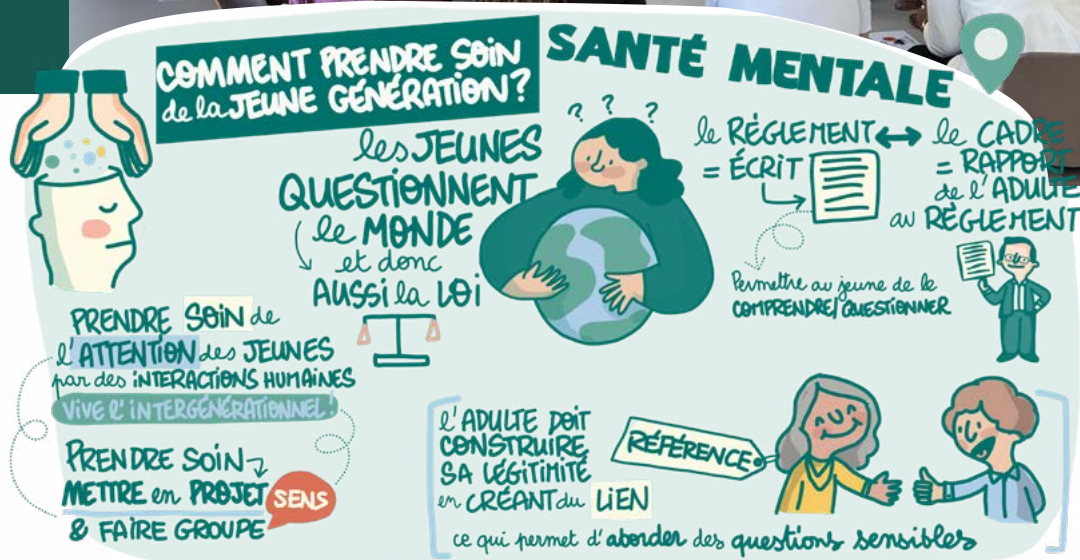
Atelier 2 : jeunes et conflits : résister à la guerre ?

À travers cet atelier, le CNAPD souhaitait interroger la montée du discours militariste qui banalise la guerre et cible particulièrement les jeunes, à travers la communication, les médias et certaines politiques publiques.

Les discussions ont mis en évidence le décalage entre les personnes qui promeuvent la guerre et celles qui la feront vraiment. Ensuite, l'animateur a pu montrer à travers plusieurs exemples que la militarisation croissante (augmentation des budgets, présence accrue de l'armée) était accompagnée d'une diffusion culturelle du militarisme, qui normalise et rend attractive l'idée de la guerre.

Face à cela, les échanges ont insisté sur la nécessité de déconstruire ces discours, de questionner les choix politiques et de promouvoir des alternatives pacifiques, notamment à travers des dynamiques collectives comme la plateforme « Service for Peace » dont Archipel est déjà membre.





Atelier 3 : santé mentale : comment prendre soin de la jeune génération

La Ligue bruxelloise pour la santé mentale a fait l'état d'une dégradation préoccupante de la santé mentale des jeunes, dans un contexte de surcharge des services de soin et de manque de moyens pour les acteurs de terrain.

Les échanges ont mis en lumière plusieurs facteurs clés influençant le mal-être des jeunes. On observe une pression individuelle de plus en plus forte et une perte de repères dans le rapport au monde, au corps, à la loi et à soi. L'animateur a également insisté sur l'importance des relations et de l'attention accordée aux jeunes dans leur développement.

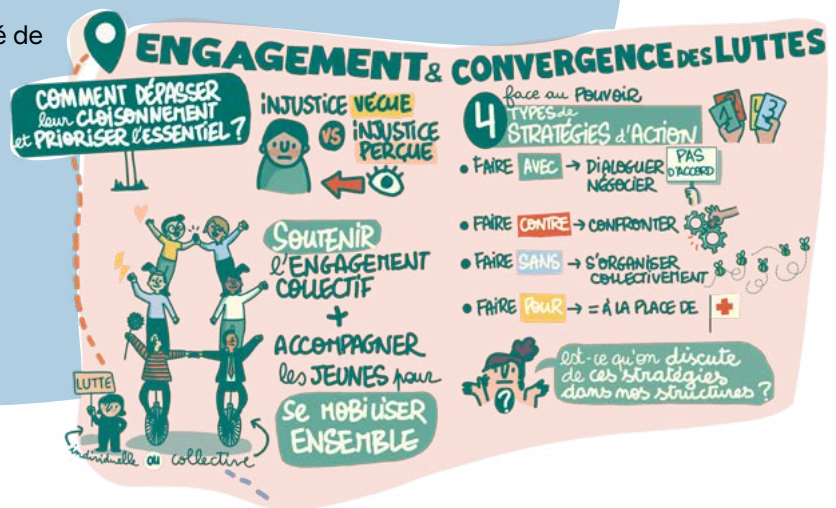
Un consensus s'est dégagé sur le rôle essentiel des structures de jeunesse : offrir des espaces sécurisants, créer du lien, accueillir la parole sans urgence et proposer des projets collectifs qui engagent les jeunes.

Atelier 4 : engagement et convergence des luttes : comment dépasser leur cloisonnement et prioriser l'essentiel ?

En partant du vécu des participant·es, Quinoa a démarré l'atelier en identifiant deux types d'injustices comme étant des moteurs d'engagement : les injustices vécues, liées à sa propre condition, et les injustices perçues, liées à ce que les autres subissent.

À travers des débats mouvants, les participant·es ont exploré quatre stratégies d'action complémentaires : agir AVEC le pouvoir (dialogue, négociation), CONTRE (rapport de force, désobéissance), SANS (auto-organisation citoyenne) et POUR (prise en charge par la société civile).

L'atelier a également insisté sur la nécessité de soutenir l'engagement collectif et politisé, afin d'éviter une responsabilisation individuelle jugée culpabilisante et de renforcer la capacité d'action des jeunes.



Atelier 5 : crise de la démocratie et polarisation : quelle place pour les jeunes ?

Animé par le Forum des Jeunes, cet atelier a exploré un constat largement partagé : les jeunes ont le sentiment de ne pas être suffisamment écouté·es dans les espaces démocratiques, malgré une forte envie de s'exprimer et de s'engager.

Les échanges autour du projet « Être jeune en 2026 » ont souligné plusieurs enjeux majeurs tels que la non représentation politique des jeunes, la surinformation et la polarisation médiatique, mais aussi le manque de valorisation de l'engagement des jeunes.

Face à ces constats, les participant·es ont identifié plusieurs leviers d'action à l'échelle des Organisations de Jeunesse. En créant des espaces d'expression, en favorisant les rencontres entre jeunes et responsables politiques et en développant des outils d'éducation aux médias et à la démocratie, les OJ favorisent la participation des jeunes à la société.



DÉBAT - LES JEUNES FACE À DE NOMBREUX DÉFIS : QUEL RÔLE POUR LE SECTEUR JEUNESSE ?



À partir de 17h30, Archipel a eu la chance d'accueillir de nombreuses structures du secteur Jeunesse ainsi que des représentant-es des cabinets des ministres Lescrenier et Degryse et des parlementaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Tous-tes étaient rassemblé-es pour l'annonce du nouveau nom de la Fédération mais l'équipe d'Archipel tenait à faire durer le suspense un peu plus longtemps. Avant de trinquer à la nouvelle identité, le public a pu assister, et d'une certaine manière participer, à un débat sur les défis auxquels les jeunes font face actuellement.

Pour aborder la question, nous avons assemblé un panel d'invité-es constitué de :

- Sophie Maes (pédopsychiatre)
- Eleanor Miller (chargée de recherches à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse)
- Marcelline Lejeune (sociologue à l'UCLouvain et présidente du Parlement jeunesse Wallonie-Bruxelles)
- Grégoire Mazy (délégué du Dialogue Jeunesse européen pour le Forum des Jeunes)
- Tiziano Serafini (militant des Jeunes CSC).

La conférence-débat était modérée par Charline Cauchie, journaliste indépendante et prenait comme point de départ le résumé des ateliers en facilitation visuelle de *Noire la vache*.-

Tour à tour, les panelistes ont fait leur état des lieux du contexte de multi-crisés dans lequel les jeunes évoluent. Le débat a abordé des thèmes comme les différentes formes de participation des jeunes, l'importance du collectif et de pouvoir se rencontrer entre pairs à l'adolescence, la dégradation de la santé mentale des jeunes et la précarisation de nos sociétés.

Trois questions ont également été posées en direct au public :

- Quelle problématique liée à la Jeunesse vous interpelle le plus ?
- Quelles solutions le secteur Jeunesse devrait apporter pour palier aux crises multiples ?
- Quel monde imaginez-vous pour les jeunes ?

À cette dernière question, beaucoup de souhaits ont été formulés pour les jeunes. En voici une liste non-exhaustive :

- « Un monde qui n'est pas à vendre »
- « Un monde où l'on valide toutes les formes de jeunesse et ses compositions »
- « Un monde où vivre ne se mérite pas »
- « Une société juste solidaire et durable où chacune et chacun puisse participer à cette société »
- « Un monde où on slayyyyy »

Après le débat, Hadrien Wilputte, Secrétaire Général, a eu l'honneur d'annoncer (enfin) le nouveau nom du CJC : Archipel. La Présidente, Laura Lievens, a pu, à travers un discours engagé et percutant, expliquer la signification d'un tel nom.

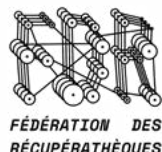
La soirée s'est clôturée sous les nouvelles couleurs de notre Fédération, entre petits-fours et verres remplis, les discussions allaient de bon train. Un énorme merci à l'équipe qui a pu rendre cette journée possible. Merci également à Résonance pour son aide précieuse et aux intervenant-es pour les ateliers et le débat. Merci et vive Archipel.

Marine Sonet et Émilie Quenon
Archipel



Fédération d'Organisations de Jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles

Archipel regroupe 26 associations œuvrant dans le domaine de la Jeunesse.



Pour suivre l'actualité des Organisations de Jeunesse,
rendez-vous sur la plateforme 

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
de la Wallonie et de la Région de Bruxelles-Capitale.

CONTACT
Archipel
Rue des Drapiers 25
1050 Ixelles
02 230 32 83
info@archipel.be
www.archipel.be